

Willy Borsus

«Il n'y a jamais eu autant d'aides à la création d'emplois»

Le nouveau ministre-président wallon se veut solennel. Et lance «un appel», en ce 11 août, visant tant les demandeurs d'emploi que les employeurs: le redressement, c'est maintenant. Et tout le monde va devoir s'y mettre. «Nous allons y arriver!»

LES PHRASES CLÉS

«Il y a d'abord un sentiment de responsabilité. De nombreux témoignages de la population expriment une attente de réformes.»

«Ne comptez pas sur moi pour jouer au procureur du passé. Je préfère être l'artisan du futur.»

«La reindustrialisation de la Wallonie est un enjeu majeur.»

INTERVIEW

BENOÎT MATHIEU

Il règne encore un petit parfum de déménagement et de peinture fraîche à l'Elysette, ce vendredi matin. Même si la Meuse, indifférente voisine, fait semblant de rien, il s'est produit comme une révolution de palais le long de ses berges, au siège de la présidence du gouvernement wallon, où régnaient les socialistes depuis 27 ans. On l'avoue au nouveau maître des lieux: on n'avait encore jamais foulé le sol de l'Elysette. Alors avec un libéral occupant le bureau principal, vous pensez bien. Willy Borsus sourit. Un ministre-président wallon MR, on n'avait plus vu cela depuis 1982 et André Damseaux. «C'était le tout début, l'installation des institutions wallonnes. La composition du gouvernement était encore proportionnelle.»

Une autre époque.

On lui demande ce que cela fait. «Il y a d'abord un sentiment de responsabilité. De nombreux témoignages de la population expriment une attente de réformes. Et un espoir: la relance de la Wallonie.» On avait autre chose en tête: on reformule. Même pas une pointe de jubilation, surtout après 13 ans d'opposition libérale? Jubilation? «Cela ne fait pas partie de mes éléments de vie. J'ai longtemps travaillé au service de la Wallonie, d'abord en tant que conseiller dans un cabinet, puis 10 ans au Parlement wallon. C'est toujours le même engagement, et la même conviction. La Wallonie peut, et doit décoller. Elle dispose d'une richesse indubitable, d'un passé prestigieux, de fleurons dans divers domaines d'activités. Un certain nombre de choses fonctionnent bien mais, globalement, la situation économique est préoccupante.»

Le ministre-président n'est pas ici pour causer sentiments. Mais socio-économique. Et pour ce faire, il a élaboré une petite liste de chiffres, «ces implacables procureurs». Poids du PIB sudiste par rapport à celui de la Belgique: en deçà de 23% – «et la tendance est à la baisse». «Malgré tous les efforts accomplis, le PIB wallon ne représente que 86% de la moyenne européenne.» Taux d'emploi: aux alentours des 63%, loin de l'objectif belge fixé pour 2020 à 73,2%. Nombre de demandeurs d'emploi, «au sens large»: «Un peu plus de 292.000.» Willy Borsus est-il en train de broser un noir tableau de la Wallonie? «Surtout pas. Ce serait une erreur en termes d'analyse. Comme je l'ai déjà dit: ne comptez pas sur moi pour jouer au procureur du passé, je préfère être l'artisan du futur. Seulement, un diagnostic lucide doit être posé. Des efforts significatifs ont été entrepris par le passé mais les résultats ne sont pas là, à l'heure où l'on se parle. Il y a urgence à apporter des réformes fortes.»

Pas évident de naviguer entre continuité et rupture, lui fait-on remarquer. Prenez le Plan Marshall: la nouvelle équipe a déjà annoncé sa volonté de l'amplifier, notamment dans le secteur numérique et la recherche. Mais qui dit amplification dit également

maintien. «Faire table rase du passé serait une erreur fondamentale.» Surtout lorsqu'on ne dispose que de deux ans devant soi. «Sous la houlette de Pierre-Yves Jeholet, mais aussi de Vincent Reuter, tous les volets du Plan Marshall seront évalués. Il y a des éléments positifs, c'est indubitable, je pense notamment aux pôles de compétitivité.»

«Bousculer les mentalités»

Mais il y a un «mais». La pièce manquante, pour le ministre-président wallon, c'est l'articulation avec la formation et l'emploi. «Nous nous retrouvons avec une liste de 59 métiers en pénurie. Et sur les quelque 45.000 offres d'emploi en Wallonie, 30% concernent ces métiers.» Comment établir ce pont? «Notamment en effectuant des rapprochements entre le monde de l'entreprise et l'enseignement ou la formation qualifiante. J'ai effectué une visite en Allemagne, où ils proposent des formations duales, dont une bonne partie se déroule en entreprise. Où apprend-on le mieux un emploi? Au contact de l'usine, de l'atelier, de l'indépendant.»

Une dynamique que Willy Borsus n'entend pas limiter à la seule filière technique ou qualifiante. L'inventeur, au Fédéral, du statut d'étudiant-entrepreneur en est convaincu: il est nécessaire d'attirer nettement plus l'attention des jeunes vers la création d'entreprise, la formation industrielle ou les métiers techniques. «Dans un maximum de lieux d'enseignement, on devrait trouver une cellule d'accompagnement réunissant monde académique et acteurs économiques et soutenant notamment les jeunes ayant un projet.»

Ça y est, la locomotive Borsus est lancée. Et entend faire passer ce message: Borsus l'a va davantage ouvrir la Wallonie au monde de l'entreprise. Cela passera également par l'administration. Quitte à «bousculer les mentalités». «Quelqu'un qui appelle un jour en disant: 'Ça y est, j'ai une idée, un projet', c'est une bonne nouvelle! Nous devons introduire plus de modernité dans la gestion des relations entre institutions publiques, entreprises, PME et indépendants.» Ce qui se concrétisera notam-

ment par la création d'un point de contact unique dédié aux aides à l'entreprise – à terme, Willy Borsus souhaiterait que ce point traite de toutes les problématiques liées à l'entreprise, mais ça, ce sera pour plus tard. Avec l'instauration de «délais de rigueur, tant pour le traitement des dossiers que pour la liquidation des aides attendues» et d'une «traçabilité complète des procédures».

Le ministre-président annonce également son intention d'en découdre dans un chapitre «extraordinairement difficile», à mieux associer à la dynamique insufflée par le Plan Marshall. «La réindustrialisation de la Wallonie est un enjeu majeur!» Willy Borsus n'est d'ailleurs pas le premier à pousser ce cri du cœur. Lui-même en convient: la réflexion a déjà été initiée par le socialiste Jean-Claude Marcourt. «Il faut passer à la vitesse supérieure.» L'arme dégainée par la coalition MR-cdH est fiscale. Depuis 2006 existent des exonérations fiscales pour les investissements réalisés dans un certain nombre de créneaux. L'idée serait de faire porter cette exonération également sur les investissements consentis avant 2006. «Nous allons nous montrer novateurs sur un certain nombre de mécanismes de ce type-là.»

Zones franches

Un coup de collier sera aussi donné sur la réhabilitation des friches industrielles, en chaîne le patron du gouvernement wallon. Certes, la Spaque (pour Société publique d'aide à la qualité de l'environnement) a déjà entamé le travail, mais il reste tant à faire pour réhabiliter les sites industriels désaffectés. «Des centaines d'hectares où la reconversion est difficile, coûteuse et longue.» Les moyens n'étant pas illimités, il sera fait appel à des partenariats public-privé afin de réaffecter ces espaces soit à l'activité économique, soit à d'autres fonctions.

Et pour les zones ayant eu à connaître un choc social d'importance, l'orange bleue wallonne mise sur l'instauration de zones franches. «Un dossier à l'articulation entre le Fédéral et le régional», glisse le ministre-président. Cela tombe bien, les relations entre

Michel et Borsus s'annoncent un brin plus cordiales que les bras de fer jusqu'ici joués entre le Premier et Magnette. «Il faut dire que certaines positions étaient parfois de teneur plus

politique que socio-économique», ironise prudemment notre homme. Des zones franches, donc, qui ont déjà fait recette en Flandre mais ignoraient jusqu'ici le sud du pays. Le concept? Un cercle d'une quarantaine de kilomètres tracé autour de sites frappés par un licenciement collectif d'ampleur – on songe évidemment à Arcelor Mittal ou Caterpillar. «Dans cette zone, les nouveaux emplois créés bénéficieront durant 2 ans d'une dispense de 25% portant sur le précompte professionnel. Les employeurs pourront garder ce précompte, ce qui viendra alléger le coût des engagements.» Un projet sur lequel le Conseil d'État a tiqué, toutefois. «Nous sommes en train de chercher une solution pour que la mise en œuvre puisse se faire rapidement.»

Ajoutez à cela la récente réforme des aides à l'emploi élaborée par le gouvernement Magnette, et à laquelle la nouvelle équipe ne compte pas toucher – on parle juste d'un «monitoring» à réaliser, histoire de vérifier que tout est compatible avec les motivations nouvelles. «Il n'y a jamais eu autant d'aides à l'engagement en Région wallonne. Et qu'elles soient fédérales ou régionales, la plupart de ces aides sont cumulables et peuvent se combiner.»

Il se fait un brin plus solennel, le ministre-président – c'est travaillé, n'allez pas croire. «Je m'adresse aux 292.000 demandeurs d'emploi. Il faut aller de l'avant! Oser s'orienter vers un certain nombre de métiers auxquels vous ne pensiez pas forcément avant.» Un message

clair, sans ambiguïtés et... «responsabilisant», insiste Willy Borsus. «Nous avons l'ambition de mettre chacun en position de saisir des opportunités, mais il faut les saisir! Mobilisation générale, nous devons tous nous retrousser les manches. Je le formule gentiment mais clairement.» Voilà sans doute le pendant libéral de la formule «fin de la Wallonie de l'assistanat» lâchée par le cdH, non sans générer quelques crispations.

«L'appel du 11 août»

Les entreprises ne sont pas oubliées, dans ce que Willy Borsus nomme son «appel du 11 août». «Il existe quantité d'outils. Nous allons tous mouiller notre chemise afin d'adapter les dispositifs publics, pour les rendre plus en phase avec le monde de l'entreprise. Alors allons de l'avant, ayez confiance! Ce combat pour l'avenir de la Wallonie, nous allons le gagner.»

On s'en voudrait de jouer les rabat-joie. Mais n'a-t-il pas déjà été lancé, cet appel? Émis, ce souhait du redressement économique wallon? Par l'équipe sortante, et celle d'encore avant? «C'est exact. Ce qui est neuf, c'est qu'on l'accompagne des moyens nécessaires pour le réaliser. Il y aura beaucoup à gagner de l'articulation des politiques fédérales et wallonnes.» Et comme Borsus l^{re} ne dispose que de deux petites années devant lui, à quelle aune va-t-il pouvoir juger son action? Aux points de sa déclaration de politique générale qui auront été mis en œuvre, c'est un fait – même si certains passages relèvent du catalogue de bonnes intentions. «On juge un arbre à ses fruits. Le résultat de notre politique se reflétera dans les indicateurs que j'ai cités,

même si certaines avancées – ou lenteurs – seront peut-être aussi la résultante d'une forme de continuité. On compte aujourd'hui environ 293.000 indépendants en Wallonie, contre 649.565 en Flandre. Proportionnellement, la Wallonie compte moins d'entreprises, qui sont plus petites et moins tournées vers l'extérieur. Mon souhait est de déplacer un peu ces trois curseurs. Enfin, et c'est plus subjectif, il y a aussi la confiance des Wallons en leur destinée.»

On aura encore parlé réforme fiscale, budget, retour à l'équilibre ou même Ceta, mais c'est sur un sujet d'actualité qu'on va vous laisser. Pas une question de mandats; cela se trouve en page 6. La crise des œufs et du fipronil, bien entendu – s'il n'avait pas pris la tête de la Wallonie, c'est lui qui aurait été en première ligne, et pas Denis Ducarme. Sur le sujet, Willy Borsus évoque un «devoir de réserve»: le Fédéral gère «ce qui est devenu une crise internationale», le trio Ducarme, De Block et Peeters en tête. «C'est tout de même en Belgique qu'ont été découverts les éléments permettant d'identifier le problème. Cela ne tient pas du hasard, mais des procédures de contrôle qui sont en place.»

Tout de même, l'Alsca n'aurait-elle pas dû communiquer plus rapidement, tous azimuts? «Je serais plus nuancé: c'est facile de conclure cela sur la base de ce que l'on sait maintenant, mais il faut replacer cela à la lumière de ce qu'elle savait à la mi-juin.» Et si la priorité reste évidemment la santé publique, les Régions, elles, vont élaborer «un mécanisme d'indemnisation en faveur des victimes économiques de cette scandaleuse fraude internationale».